



Paris, le 19 mars 2014

Les agents des finances publiques seront en grève le jeudi 20 mars pour le service public, leurs conditions de travail et leur reconnaissance

Les organisations syndicales de la DGFIP Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques sont engagées ensemble et de longue date dans un mouvement unitaire s'opposant résolument à la baisse des moyens de la DGFIP et demandant avec force une meilleure reconnaissance des agents en termes de pouvoir d'achat, de missions et de conditions de travail.

La situation de la DGFIP est particulièrement inquiétante, tant pour les agents que pour les usagers :

- 30 000 emplois auront été supprimés (plus de 21% des effectifs) depuis 2002
- dans le même temps, la charge de travail a explosé tandis que la complexité du travail et de la législation s'est considérablement accrue,
- les qualifications des agents augmentent mais ne sont pas reconnues en termes de rémunération et de promotions internes,
- la présence du service public (le « maillage territorial ») a été considérablement réduit : on dénombrait 4000 trésoreries de proximité en 2000, on en compte moins de 2700 aujourd'hui.

Pour les agents, cela se traduit par une très forte pression et par une dégradation continue des conditions de travail et un pouvoir d'achat en berne. Pour les usagers, cela se traduit par un service public moins accessible, et dont la qualité des missions souffre.

Stopper cette dégradation générale est impératif, surtout à l'heure où les besoins ne cessent d'augmenter : il en va ainsi de l'accueil des contribuables, du conseil aux collectivités locales, de la lutte contre la fraude fiscale... Le gouvernement reste sourd à cet impératif et s'apprête à décider d'une nouvelle vague de suppressions d'emplois et d'une nouvelle baisse des moyens financiers.

Nos organisations syndicales estiment qu'il faut alerter l'opinion sur la situation réelle de la Direction générale des finances publiques. Elles exigent que le gouvernement revoie sa copie : la DGFIP a besoin de davantage de moyens humains et financiers pour assurer ces missions, ses agents doivent être mieux reconnus.

C'est pourquoi elles appellent les agents des finances publiques à se mettre en grève le jeudi 20 mars et à participer aux manifestations qui seront organisées à Paris et en région.